

3 novembre 2014, Lettre à la mère de Rémi,

A l'heure où sur Paris on condamne les manifestations violentes et où on loue les sit-in pacifiques, je vous écris cette lettre.

J'ai perdu mon frère dans des conditions très proches de celles dans lesquelles vous avez perdu votre fils. Mon frère qui prenait tant soin de ma mère nous a quitté, il ne reviendra plus. La perte de mon frère était sur le coup une douleur immense que je ressens à chaque fois que l'Etat assassine à nouveau. « Là où croît le danger croît aussi ce qui sauve » disait quelqu'un. A chaque fois que l'Etat assassine on a aussi l'opportunité de l'arrêter, de le contraindre à changer et de rendre la dignité perdue à tous les autres.

Par la mort de Rémi se noue beaucoup plus que l'histoire d'une vie, il se noue notre vie à tous, individuellement et collectivement. La criminalisation qui a été opérée est terrible, ça a été la même chose pour nous. J'ai compris plus tard qu'elle était voulue. Je ne voulais qu'une chose, que la Justice fasse la vérité et rende la dignité que méritait mon frère, dans le calme, et que cette histoire profite à tous, à nous les gouvernés pour mieux nous aimer et à la police pour la réconcilier avec la nation. Je pensais que la police ne pouvait accepter dans ses rangs des assassins, je ne la connaissais à l'époque pas assez. Je me trompais. Les quartiers ont brûlé, on a appelé au calme : chaque voiture ou chaque poubelle brûlée était vécue comme une insulte, comme une épine en plein cœur, une épine sur laquelle on appuyait.

Puis le temps est passé, on nous a promis la vérité, mais on n'a eu que des mensonges, que des fausses promesses, comme tant d'autres avant nous. On nous avait prévenu, mais on n'y croyait pas. François Hollande, lui-même, avait pris ma mère dans ses bras et lui avait promis qu'il nous aiderait à faire la lumière sur la mort de son fils. Sans la justice et la vérité, on vivait le temps qui passait comme une condamnation. Nous étions toujours en prison, à suffoquer et à appeler la Justice à l'aide.

Et puis on a compris que notre cas n'était pas isolé, que tant d'autres familles vivaient et vivent la même chose. Il y a tant d'humiliations et de mutilations commises consciemment par la police et couvertes par la justice, tant !

On a aussi découvert la manière de penser des policiers, ça fait froid dans le dos. Voici un exemple : Mercredi dernier, suite à la manifestation sur Paris, un des policiers m'a dit « 1-0 » devant ses autres collègues au commissariat, qui ricanaient lorsqu'ils me voyaient arborer le tee-shirt « Urgence Notre Police Assassine ». Aucun ne l'a repris, aucun... Des exemples de ce genre, tant de français en vivent quotidiennement, ils n'en peuvent plus de cette police et n'en voient pas le bout.

Je comprends l'appel au calme, on l'a également fait. Comprenez également que de nombreuses personnes ne croient plus en ce système qui donne une impunité de facto à la police. Comprenez que l'on ne peut concevoir la non-violence qu'à condition de supposer que le camp d'en face est capable de se remettre en cause : ils en sont humainement incapables, parce qu'ils considèrent que remettre en cause la police, ce serait remettre en cause l'Etat. Depuis 40 ans, la police tue impunément, à répétition. Depuis 40 ans, on assiste à la même démarche pour noyer les meurtres de l'Etat, malgré les vidéos, les témoins, les évidences. Depuis 40 ans, il y a des sit-in, des manifestations, des livres, des prises de positions d'hommes politiques, des tribunes adressées au ministre de l'intérieur. Depuis 40 ans, ça ne fonctionne pas.

Voici comment ça se passe : dépêche AFP, mensonge du procureur, enquête de mauvaise qualité et tronquée pour aboutir sur une condamnation ridicule après de nombreuses années, voire à une absence de condamnation. Le pire, c'est que ceux qui vont enterrer l'affaire auront des promotions

et ceux qui ont tué nos frères, nos fils ou amis, eux seront traités comme des champions par leurs collègues. Telle est la réalité que vous vivrez vous aussi.

Manuel Valls dit que les violences sont des insultes à la mémoire de Rémi, mais sachez que Manuel Valls, par son inaction à combattre l'impunité policière, est le premier meurtrier de votre fils. C'est un criminel récidiviste. Il est venu à Clermont-Ferrand une semaine avant le rendu du rapport de contre-autopsie bidon dont il connaissait les aboutissants, et il n'a parlé de l'affaire que pour mieux condamner les violences de ceux que la mise à mort de mon frère révoltait.

Madame, les gens se battent pour Rémi, pour leur dignité et pour leurs idéaux. Ils se battent pour vous, pour nous tous, pour que la fraternité soit effective. Ceux qui se battent connaissent assez la malveillance de nos gouvernants pour comprendre qu'on tente de nous faire croire que nous sommes dans un État de droit, alors que nous sommes dans un État de devoir. L'État ne respecte pas la loi qu'il demande qu'on respecte. Il se joue de notre corps, de notre confiance, de notre argent et de notre dignité. Il nous demande d'être à genoux, c'est un impératif catégorique.

Je vous ai écrit cette lettre à vous comme à tous ceux qui me liront pour vous faire savoir que je comprends aujourd'hui plus que jamais combien la non violence dans les affaires de crimes d'État a ses limites. La non-violence, par son impuissance, est parfois plus condamnable, plus meurtrière que la violence elle-même. Les gens qui nous gouvernent sont malveillants, arrivistes, sadiques et récidivistes. Ils doivent partir par tous les moyens nécessaires.

Farid El Yamni, frère de Wissam El Yamni, assassiné par la police le 1er janvier 2012 à Clermont Ferrand.